

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/172

Occupation du domaine public,
Rue barrée,

Le jeudi 11 Avril 2024,
De 07h30 à 17h00,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 199 du 30 juin 2022 portant révision sur les tarifs communaux à partir du 1^{er} septembre 2022,

CONSIDERANT qu'en raison d'une livraison de béton par toupie, il est nécessaire d'autoriser l'occupation du domaine public et d'interdire la circulation, au droit du 40 Rue Carnot.

ARRÊTONS

Article 1 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise HENOCQUE-PISCINES, au droit du 40 Rue Carnot, le jeudi 11 Avril 2024 de 07h30 à 17h00.

Article 2 : La circulation des véhicules de toute nature sera interdite, au droit de la Rue Carnot entre la Rue de l'Orme Qui Baie et la Rue du Moulin Saint-Rieul, le jeudi 11 Avril 2024 de 07h30 à 17h00.

Article 3 : Une déviation par la Rue de l'Orme Qui Baie et la Rue du Moulin Saint-Rieul devra être mise en place par l'entreprise HENOCQUE PISCINES.

Article 4 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont de 0.80€/m²/jour jusqu'au 90^{ème} jour, de 0.60€/m²/jour jusqu'au 180^{ème} jour, puis de 0.80€/m²/jour au-delà.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

Article 7 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérécurse citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
- Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 09 AVR. 2024



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation

Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire